

LA DÉMONDIALISATION EN DÉBAT

Jean-Marie Harribey

Université Bordeaux IV, GRETHA, UMR CNRS 5113

La virulence de la crise monétaire à partir de 2007 et ses conséquences sur l'économie « réelle » ont donné une ampleur toute nouvelle aux critiques concernant la mondialisation. Mais il faut distinguer les partisans de la démondialisation qui incriminent les développements du libre-échange et les tenants de l'altermondialisme qui mettent en cause le système capitaliste lui-même.

Jean-Marie Harribey explique que les propositions pour la démondialisation caractérisées par un ancrage national sont illusoire : les dévaluations dites compétitives sont vouées à l'échec tandis que les questions relatives au climat et à l'agriculture appellent une régulation au niveau mondial en même temps que l'abandon d'un productivisme dévastateur. Et le combat contre la financiarisation de l'économie et la crise systémique qui en est résultée ne peut être mené par une voie exclusivement nationale.

C. F.

La crise qui a éclaté en 2007 clôt certainement une phase de l'histoire du capitalisme, celle de la mondialisation sans entraves des systèmes productifs, financiers et commerciaux qui avait été impulsée au tournant des années 1970-1980. À l'époque, les dirigeants des principaux pays développés, ceux des instances internationales et des grandes firmes multinationales avaient fait le choix de libérer la circulation des capitaux et de décloisonner les marchés financiers, de défaire les régulations d'après-guerre, notamment le système monétaire international de Bretton Woods, de restreindre le périmètre de la sphère publique et non marchande, et, profitant de la montée du chômage, de réduire les protections sociales qui entouraient la condition salariale dans la plupart des pays industrialisés.

Le résultat fut presque immédiat : partout, les taux de rentabilité du capital, affaiblis à partir de la fin de la décennie 1960, se restaurèrent, parallèlement à la baisse générale de la part salariale dans la richesse produite. Les capitaux, libres d'aller s'investir là où la main-d'œuvre était bon marché et où les systèmes sociaux et fiscaux étaient faibles ou inexistantes, facilitèrent le décollage des pays qu'on appelle aujourd'hui émergents.

Après les vagues de développement des « dragons » et des « tigres » asiatiques, ce fut le tour de la Chine et de l'Inde d'amorcer un rythme de croissance sans précédent à partir de la décennie 1990.

Mais le modèle d'accumulation et de croissance ainsi défini a explosé. Malgré quelques signes sérieux d'avertissement, notamment la crise de la dette dans les pays du Sud dès 1982, la faillite des caisses d'épargne américaines à partir de 1985, le krach boursier d'octobre 1987, la crise financière de 1997-1998 et l'éclatement de la bulle internet en 2000, les politiques dites néolibérales ont perduré : libéralisation, privatisations, baisse du coût du travail, plans d'ajustement structurel imposés au Sud par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et libre-échange sous la conduite de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou de l'Union européenne en vue de créer un marché unique. Comme tous les capitaux dans le monde sont étroitement imbriqués, il a suffi d'un retournement du marché de l'immobilier aux États-Unis pour entraîner le système bancaire et financier dans la tourmente en 2007, déclenchant une crise mondiale dont l'ampleur est peut-être au moins aussi grande que celle de 1929. C'est la

raison pour laquelle les critiques de la mondialisation ont franchi un degré supplémentaire et mis en débat une question désormais publique : faut-il démondialiser l'économie, si oui comment, sinon comment agir pour imprimer un autre cours des choses ?

Quelle responsabilité de la mondialisation dans la dégradation sociale ?

Dans un ouvrage publié en anglais en 2002, le Philippin Walden Bello fut l'un des premiers à proposer le concept de déglobalisation⁽¹⁾. Jusqu'au déclenchement de la crise de 2007, ce concept n'avait bénéficié que de l'écho des forums sociaux mondiaux. Depuis lors, il a fait irruption dans le débat public, notamment en France, à l'occasion de la crise au sein de la zone euro et de l'Union européenne. Des spécialistes des sciences sociales ou économiques, Frédéric Lordon, Jacques Sapir, Emmanuel Todd, puis des politiques comme Arnaud Montebourg⁽²⁾ se sont saisis de ce concept, qui est devenu sujet de controverses, jusqu'à brouiller les clivages idéologiques et politiques habituels, puisqu'il sépare ceux qui avaient fait front contre la mondialisation depuis une quinzaine d'années, tandis qu'il est naturellement rejeté par ceux qui soutenaient le processus de mondialisation⁽³⁾. Et, très récemment, les slogans « achetons français » ou « choisir le *made in France* » ont été repris par plusieurs personnalités politiques à l'approche de l'élection présidentielle française.

Une mise en cause de la libéralisation des échanges...

La première raison invoquée par les auteurs préconisant une démondialisation porte sur la dégradation sociale consécutive à la généralisation du libre-échange des marchandises, mettant en concurrence des systèmes sociaux et fiscaux trop inégaux. En particulier, les des-

(1) W. Bello, *Deglobalization, Ideas for a New World Economy*, Londres et New York, 2002, tr. fr. *La démondialisation, Idées pour une nouvelle économie mondiale*, Monaco, Éd. du Rocher, 2011. W. Bello a reçu le « prix Nobel alternatif » en 2003.

(2) F. Lordon, « Comment rompre avec le libre-échange. La démondialisation et ses ennemis », *Le Monde diplomatique*, août 2011 ; J. Sapir, *La démondialisation*, Paris, Seuil, 2011 ; A. Montebourg, *Votez pour la démondialisation!*, Préface d'E. Todd, Paris, Flammarion, 2011.

(3) P. Lamy, « La démondialisation est un concept réactionnaire », *Le Monde*, 1^{er} juillet 2011.

tructions d'emplois et la désindustrialisation des pays riches sont imputées à l'abaissement généralisé des protections douanières. À ceux qui font remarquer que l'affaiblissement de la condition salariale fut antérieure à l'entrée en scène de la Chine et des autres grands pays émergents (par exemple la baisse de la part salariale en France est intervenue entre 1982 et 1990 pour se stabiliser ensuite)⁽⁴⁾, Jacques Sapir répond qu'il y a eu une seconde vague de mondialisation préjudiciable à l'emploi et aux salaires des catégories d'ouvriers et d'employés, tandis que les hauts salaires ont connu des progressions très fortes parce qu'ils incorporent des éléments de rémunération du capital. Cependant, l'économiste El Mouhoub Mouhoud nuance les causes de la désindustrialisation : « À l'échelle nationale, seul un emploi détruit sur 300 dans l'industrie manufacturière est dû aux délocalisations. Les 299 autres sont dus aux gains de productivité ou à la rationalisation. En revanche, des zones peuvent être dévastées par une seule délocalisation. La raison est claire : 20 % des zones d'emplois en France sont monospécialisées dans des secteurs concurrencés par les pays à bas salaire. Le problème est là, d'autant plus que d'un autre côté, 40 % des zones d'emplois sont en difficulté de recrutement »⁽⁵⁾.

... ou du système capitaliste lui-même ?

Cette première discussion révèle une appréciation différente de ce que fut la mondialisation et de ce qu'est aujourd'hui la crise. Pour certains partisans de la démondialisation, la mondialisation est vue avant tout comme l'extension du commerce international dans le cadre des accords de libre-échange conclus au sein du GATT puis de l'OMC. Pour d'autres, critiques eux aussi de la mondialisation mais sur une base altermondialiste, celle-ci est vue comme l'intégration des systèmes productifs et financiers dans le cadre d'un capitalisme à la recherche d'une nouvelle dynamique d'accumulation, dont la maîtrise appartient aux grandes firmes multinationales qui organisent la division du travail entre leurs différents ateliers disséminés dans le monde. Dès lors, la crise actuelle et les régressions

(4) INSEE, Rapport J.-P. Cotis, *Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France*, 2009, <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000213/0000.pdf>.

(5) E.M. Mouhoud, « Nous vivons une ère de post-mondialisation », *Terra eco*, 30 novembre 2011, <http://www.terraeco.net/Nous-vivons-une-ere-de-post-40087.html>.

sociales qui l'accompagnent ne seraient pas seulement une crise de la libéralisation des échanges commerciaux, mais une crise du système capitaliste lui-même, marquée par la surproduction, la suraccumulation financière et l'épuisement des ressources naturelles, que la fuite dans l'endettement et la spéculation n'ont pu masquer que temporairement⁽⁶⁾. Les marchés financiers, qui étaient censés s'équilibrer automatiquement et concourir à la prospérité générale par une allocation optimale des ressources, se sont révélés comme créateurs de valeur fictive au lieu d'être « efficaces »⁽⁷⁾.

D'ailleurs, il y a dix ans, W. Bello se démarquait sensiblement de ce que disent aujourd'hui les principaux hérauts de la démondialisation, tant sur la nature de la mondialisation que sur la crise du capitalisme mondialisé. Sur la première, il écrivait : « La globalisation est l'intégration globale accélérée du capital et du marché, dans un processus obéissant à la logique de profit des grandes entreprises »⁽⁸⁾. Et sur la seconde : « Le boom du début et du milieu des années 1990 a entraîné une explosion des investissements globaux qui a conduit à des surcapacités considérables partout dans le monde. Les indicateurs sont frappants. La capacité du secteur informatique américain a augmenté de 40 % par an, bien au-delà des projections d'accroissement de la demande. Le secteur de la construction automobile mondiale vend actuellement à peine 74 % des 70,1 millions de véhicules fabriqués chaque année. Il y a eu tellement d'infrastructures globales de télécommunication que le trafic sur les réseaux de fibre optique n'utiliserait que 2,5 % de leur capacité. [...] Comme noté précédemment, la crise de surcapacité conduisit à une chute de la rentabilité à la fin des années quatre-vingt-dix, déclenchant une vague de fusions cherchant à restaurer la rentabilité *via* l'élimination de la concurrence ou le mécanisme mystique dénommé synergie »⁽⁹⁾.

Si la crise est considérée comme la conséquence de la concurrence entre les nations, ou bien traduit l'impasse d'un modèle d'accumulation, deux projets



politiques se dessinent. D'un côté, « les structures de la mondialisation économique placent [le salariat chinois et le salariat français] aussi et objectivement dans un rapport d'antagonisme mutuel – contre lequel aucune dénégation ne pourra rien »⁽¹⁰⁾. De l'autre, est réaffirmée la solidarité internationale entre les classes sociales exploitées comme fondement de l'altermondialisme, car « la nature systémique de la crise capitaliste mondiale renvoie au rapport social fondamental du capitalisme et fait douter de la capacité des populations à en sortir par une voie nationale »⁽¹¹⁾. Antagonisme entre nations *versus* rapports de forces entre les classes, tel est le fond du différend entre deux visions auparavant indiscernables au sein de l'altermondialisme, que l'examen des mesures proposées permet de mieux éclairer.

(6) Attac (sous la dir. de J.-M. Harribey et D. Plihon), *Sortir de la crise globale. Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

(7) L'efficacité des marchés financiers a été théorisée et a même valu en 1990 l'obtention du « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en l'honneur d'Alfred Nobel » à H. Markowitz, W. Sharpe et M. Miller.

(8) W. Bello, *La démondialisation*, *op. cit.*, p. 12.

(9) W. Bello, *La démondialisation*, *op. cit.*, p. 62-63 et 72.

(10) F. Lordon, « Comment rompre avec le libre-échange. La démondialisation et ses ennemis », *op. cit.*

(11) J.-M. Harribey « Les impasses d'une réponse nationale à la mondialisation. Sortir de la crise, par où commencer ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2011.

Quel espace de régulation ?

Devant l'incapacité des marchés financiers à s'autoréguler, les réunions du G20 à Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009), Pittsburgh (septembre 2009), Toronto (juin 2010), Séoul (novembre 2010) et Cannes (novembre 2011) ont vu les gouvernements affirmer leur volonté d'encadrer la finance internationale. Mais peu de résultats ont suivi les intentions affichées. Il est vrai qu'entre-temps la crise avait revêtu un nouveau visage, celui de la crise de l'euro et des dettes publiques, particulièrement aiguë en Grèce et dans plusieurs autres pays européens. Cela explique pourquoi la thèse de la démondialisation s'est déclinée en propositions dont le point commun était de rechercher un ancrage avant tout national.

L'illusion des dévaluations compétitives

Mais comment un État dont les recettes fiscales ont été volontairement diminuées pour alléger les impôts sur les riches, et qui est trop fragilisé par la crise et la spéculation, peut-il retrouver des marges de manœuvre puisque son appartenance à la zone euro le prive de la possibilité de dévaluer sa propre monnaie dont il ne dispose plus ? Tout au long de l'année 2011, devant les menaces de défaut de certains États auxquels étaient imposés des plans d'austérité qui ne pouvaient qu'aggraver leur situation, certains économistes proposaient que la Grèce, ou d'autres pays comme la France, abandonnent l'euro, retrouvent leur monnaie nationale pour pouvoir la dévaluer par rapport à celui-ci, et même instaurent des droits de douane protecteurs aux frontières de l'Union européenne, voire aux frontières nationales.

Cependant, il n'est pas certain que les avantages momentanés retirés d'une telle stratégie compensent ses inconvénients. Parmi ces derniers, la dette libellée en euros due à des non-résidents (pour la France, environ les deux tiers de la dette publique sont possédés par des non-résidents) serait réévaluée en proportion de la dévaluation de la monnaie nationale retrouvée. Et une dévaluation de 10 à 15 % ne comblerait pas les écarts de coûts entre les industries des pays riches et celles des pays de la périphérie mondiale ou européenne du capitalisme. À tel point que Jacques Sapir pense que l'inflation « imposera des dévaluations régulières (tous les ans ou tous les 18 mois) dont l'objectif sera de

maintenir le taux de change réel constant »⁽¹²⁾. Peut-on bâtir une régulation économique sur la répétition annuelle de dévaluations ? De toute façon, une dévaluation ne produit des effets en termes de compétitivité extérieure que si les autres pays n'imitent pas celui qui a déclenché le processus protectionniste. Cette solution relève donc d'une stratégie unilatérale, qui n'est pas généralisable sans devenir totalement inefficace, ou bien sans faire dégénérer un conflit de classes en un conflit entre nations. Et elle a peu de chances de résoudre des problèmes sociaux qui ne procèdent pas principalement de la concurrence de pays étrangers mais de l'âpreté des rapports sociaux imposés en interne. Il est devenu courant d'entendre critiquer la sous-évaluation du yuan chinois pour expliquer les déséquilibres mondiaux, mais ne s'agit-il pas d'une esquivance pour exonérer de leur responsabilité les politiques néolibérales depuis le renforcement du pouvoir des actionnaires ? En outre, des droits de douane, même de plusieurs dizaines de pour cent, ne combleraient pas des écarts de coûts de production pouvant aller jusqu'à 1 à 10 ou plus.

Climat et agriculture : les impasses de la non-régulation

Le problème de la régulation prend encore une autre dimension lorsque son objet relève d'emblée du niveau mondial. Ainsi en est-il de la lutte contre le réchauffement climatique. Or, jusqu'à présent, les relatifs échecs des négociations sur l'après-Kyoto, à Copenhague en 2009, à Cancun en 2010 et à Durban en 2011, sont essentiellement dus aux conflits d'intérêts entre les États les plus puissants, prisonniers qu'ils sont de leur allégeance aux exigences des *lobbies* multinationaux et de leur croyance aux vertus de la régulation marchande.

C'est également le cas de l'agriculture qui est aujourd'hui caractérisée par la dérégulation des échanges agricoles, avec pour conséquences, dans les pays du Sud, l'affectation des meilleures terres aux cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, la baisse de la demande solvable alors que les besoins s'accroissent, et l'extrême volatilité des prix de base mondiaux. Afin que chaque pays trouve une relative autonomie et jouisse d'une souveraineté alimentaire, il faudrait que les marchés agricoles soient rigoureusement encadrés à l'échelle mondiale pour sortir les denrées

(12) J. Sapir, « S'il faut sortir de l'euro... », 6 avril 2011, <http://www.medelu.org/spip.php?article799>.

agricoles et, au-delà, toutes les matières premières, de l'emprise de la spéculation et des aléas du marché. Or le gouvernement conservateur canadien s'apprête à privatiser la Commission canadienne du blé pour instaurer un système de libre marché sur les céréales. En Europe, une éventuelle « renationalisation » des politiques agricoles risquerait d'aboutir à une guerre commerciale, puisque, d'ores et déjà, l'Union européenne promeut ses exportations de céréales tandis que les États-Unis gèlent 30 millions d'hectares, ou que la Nouvelle-Zélande augmente ses exportations de lait pour profiter du timide effort européen de maîtrise de la production.

Le climat et l'agriculture sont révélateurs de la nécessité de transformer profondément le modèle de développement sous-jacent à la mondialisation capitaliste. Cet aspect est le plus souvent laissé de côté par les partisans de la démondialisation, dont la référence principale reste le modèle fordiste national, certes mieux régulé que le modèle néolibéral, mais qui a engendré un productivisme dévastateur.

La question qui ne trouve encore de réponse ni chez les adeptes libéraux de la mondialisation, ni chez les partisans de la démondialisation, ni chez les altermondialistes sceptiques vis-à-vis de la démondialisation, est de savoir comment on peut stopper le processus de désindustrialisation des anciens pays industrialisés, tout en reconsidérant le type de développement industriel. La relocalisation de certaines activités est indispensable, mais on ne recrée pas facilement des secteurs industriels disparus depuis plusieurs décennies, et on ne peut envisager une nouvelle division internationale du travail sans un cadre de négociation susceptible de prendre en compte simultanément les impératifs sociaux et environnementaux dans une optique plus coopérative que concurrentielle. En effet, la prééminence accordée à la concurrence « libre et non faussée », dans un contexte où le pouvoir des marchés financiers sur la définition des politiques s'est imposé, entre en contradiction avec la souveraineté démocratique.

Derrière l'économie, l'exigence démocratique

La pression exercée par les principaux acteurs financiers sur les politiques ne date pas d'aujourd'hui. Elle avait suscité des réactions fortes à la fin de la décennie 1990 de la part de la société civile, notamment lors de

la mise en lumière des négociations quasi secrètes sur l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) au sein de l'OCDE, de la création d'Attac en 1998, et de l'éclosion du mouvement altermondialiste pendant la troisième réunion interministérielle de l'OMC à Seattle en 1999. Depuis l'éclatement de la crise actuelle, toutes les politiques pratiquées pour essayer d'y mettre fin sont pensées pour « rassurer les marchés financiers » : diminution des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite et baisse des pensions, flexibilisation du marché du travail, le tout sous la menace de la perte du triple A attribué par les agences de notation financière. Non seulement les mesures adoptées sont contraires aux intérêts de la majorité des populations, mais les procédures de décision bafouent les principes démocratiques de base.

Ainsi, le Sommet européen des 8 et 9 décembre 2011 a-t-il décidé de modifier les traités européens – pourtant censés être intouchables – sans se soucier d'obtenir le moindre accord populaire, et de confier à la Commission européenne non élue le soin de contrôler et de sanctionner des gouvernements élus. Une étape symbolique de la domination de la finance a été franchie par l'accès de trois grands banquiers à la tête du gouvernement grec (Lucas Papademos), du gouvernement italien (Mario Monti) et de la Banque centrale européenne (Mario Draghi).

Un étage supplémentaire de discussion s'ouvre donc sur les moyens de restaurer ou d'imposer la souveraineté démocratique. Mais restaurer la prééminence de la nation suffira-t-il ? « Quoi qu'on en pense, la solution de la reconstitution nationale de souveraineté impose son évidence parce qu'elle a sur toutes les autres l'immense mérite pratique d'être là, immédiatement disponible – moyennant évidemment les transformations structurelles qui la rendent économiquement viable : protectionnisme sélectif, contrôle des capitaux, arraisonnement politique des banques, autant de choses parfaitement réalisables pourvu qu'on le veuille », écrit Frédéric Lordon⁽¹³⁾. Mais la controverse actuelle sur la démondialisation ne porte pas sur les trois niveaux de transformations structurelles proposées par l'auteur ci-dessus. Elle porte sur « l'évidence », l'« immédiatement disponible », le « déjà là », c'est-à-dire sur le fait de supposer le problème résolu

(13) F. Lordon, « Qui a peur de la démondialisation ? », 13 juin 2011, <http://blog.mondediplo.net/2011-06-13-Qui-a-peur-de-la-demondialisation>.

alors que la mondialisation capitaliste a construit un univers exempt de tout contrôle démocratique véritable.

La difficulté que les peuples ont à surmonter est précisément de reconstruire leur souveraineté et pas seulement de raviver une souveraineté mise en sommeil. Cette difficulté renvoie au caractère contradictoire, ambivalent de l'État : il est au service de la classe dominante et en même temps tenu de procéder à certains arbitrages sociaux. Les transformations du capitalisme depuis quatre décennies ont considérablement modifié le rôle assigné à l'État, devenu plus excluant qu'intégrateur social, et ne régulant plus comme à l'époque qui lui avait valu le qualificatif de « providence ».

Remédier aux dégâts de la mondialisation supposerait donc de surmonter la contradiction suivante : si la démocratie s'exprime surtout à l'échelon national, les régulations et les transformations à réussir, notamment écologiques, se situent pour beaucoup au-delà des nations, d'où l'importance de la création progressive d'un espace démocratique européen. Comme le dit W. Bello, est nécessaire « un double mouvement de « déglobalisation » de l'économie nationale et de construction d'un « système pluraliste de gouvernance économique globale » »⁽¹⁴⁾.

Analyse de la crise et stratégies pour en sortir sont donc liées. Si cette crise n'est pas une addition de crises nationales, elle marque alors l'impasse d'un régime d'accumulation financière : le monde de la finance a cru pouvoir planer indéfiniment hors-sol et compenser par la spéculation ou par l'endettement la difficulté de faire produire suffisamment de vraie valeur par le travail dans le système productif et qui soit monnayable sur le marché. Difficulté d'autant plus grave pour l'accumulation que la barrière des ressources naturelles se dresse inexorablement devant elle. Il en résulte que le cœur de la discussion porte sur le point de savoir si

on peut échapper à cette crise systémique par une voie exclusivement nationale. Sinon, la déconstruction qu'il faut opérer porte sur la logique capitaliste poussée à son paroxysme par la financiarisation : « Il se pourrait que la « définanciarisation » soit une des conditions à un retour à la stabilité des relations internationales, plus qu'un protectionnisme qui serait mené au nom de la démondialisation », écrit Robert Boyer⁽¹⁵⁾.



La critique de la mondialisation était venue de la société civile et des mouvements sociaux. C'est en leur sein aussi que s'élaborent des propositions alternatives dont les axes principaux portent sur la maîtrise des mouvements de capitaux, notamment par la taxation des transactions financières, sur le contrôle du secteur bancaire et l'interdiction des structures spéculatives (titrisation, marchés non réglementés, paradis fiscaux...), sur le renforcement de la progressivité de la fiscalité et sur la soumission des systèmes productifs et commerciaux à des normes sociales et écologiques. Toutes propositions qui font consensus parmi les critiques de la mondialisation actuelle et qui circonscrivent le débat sur la démondialisation au redoutable problème suivant : comment déconstruire la financiarisation de l'économie par des mesures qui ne dresseront pas les peuples les uns contre les autres mais qui auraient au contraire l'avantage de pouvoir être étendues à tous ?

(14) W. Bello, *La démondialisation, op. cit.*, p. 250.

(15) R. Boyer, « Une croissance sans laxisme financier est-elle possible ? », *L'économie politique*, n° 52, octobre 2011, p. 76-90.